



Énergie et Transport : les services publics qu'il nous faut !

Marquée par une politique axée essentiellement sur la libéralisation du marché du rail comme étant la seule solution aux problèmes survenus ces dernières années, la convergence des luttes semble être incontournable dans une période où nous constatons les mêmes attaques européennes et gouvernementales en direction du secteur énergétique.

C'est le mot d'ordre donné par les fédérations syndicales CGT Cheminots et Mines-Energie pour faire de la journée du 8 février, une journée de mobilisation comme réponse des agents à une politique de casse des services publics du rail, du gaz et de l'électricité.

Dans une période où l'Europe veut faire passer sa 4ème directive pour démanteler encore plus le secteur énergétique, la CGT prendra sa place dans le débat public autour de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie pour faire entendre une autre voix et porter une politique énergétique d'avenir. La FNME-CGT rappelle que l'énergie n'est pas une marchandise mais un bien vital. Exigeons le bilan de la dérèglementation qui a détruit 70 ans de service public de l'électricité et du gaz et ne laissons pas Bruxelles imposer un mix énergétique qui ne répond en rien aux défis imposés par le réchauffement climatique.

« L'électricité, le gaz ce n'est pas pour le privé c'est un droit pour tous les usagers ». Ce slogan donne du sens dans la bataille du 21ème siècle pour gagner un nouveau service public de l'électricité et du gaz attaché à un statut national de l'énergéticien.

Dans le domaine ferroviaire, l'État s'apprête à se désengager du service public au nom des mêmes règles européennes. La concurrence est imposée alors qu'elle ne règlera aucune des difficultés rencontrées par les usagers et qu'elle complexifiera le système, affaiblissant la sécurité, l'offre et l'égalité d'accès des citoyens au train. La CGT veut porter le débat d'une réappropriation publique de l'entreprise SNCF et d'un véritable engagement de l'État en faveur du transport public ferroviaire.

L'énergie et les transports sont des services publics essentiels à la réponse aux besoins de la Nation. Le gouvernement doit en prendre conscience et affirmer à Bruxelles que la libéralisation des marchés est un accélérateur des problèmes.

*Libéralisation et dérèglementation = plus de précarité énergétique
et plus d'incidents techniques sur le réseau du rail*

**Ensemble, cheminots - électriciens – gaziers,
le 8 février sera une journée de lutte convergente
pour la défense de nos services publics**

